

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



DISCOURS

du Ministre de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme

Monsieur **José.E.B.ENDUNDO**

A

A L'OCCASION DE LA DIX SEPTIEME CONFERENCE DES PARTIES

A LA CONVENTION CADRE DES NATIONS UNIES

SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

SERVANT DE SEPTIEME REUNION

DES PARTIES AU PROTOCOLE DE KYOTO

DURBAN, le 8 Décembre 2011

Vérifier à l'audition

1
VERSION RE
REVISED VERSION

Madame la Présidente,

Permettez moi tout d'abord d'exprimer en mon nom propre et au nom de la délégation qui m'accompagne, les remerciements les plus sincères pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé par la République d'Afrique du Sud, pays frère.

Madame la Présidente,

La République Démocratique du Congo souscrit naturellement à la déclaration du G77 et de la Chine et soutient fermement la position du groupe Afrique.

Mon pays réitère par cette déclaration comme il l'a déjà fait à Cancun son souhait de voir assurée: (i) la poursuite des négociations dans le strict respect de la feuille de route de Bali , à savoir **l'action de coopération à long terme LCA et le protocole de Kyoto** (ii) que les parties participent à l'effort, chacune à la hauteur de ses moyens et à la mesure de sa responsabilité historique.

La République Démocratique du Congo soutient fermement le vœu des pays en développement que des dispositions soient prises à Durban pour qu'une deuxième période d'engagement pour le Protocole de Kyoto soit assurée. Nous ne voulons pas sortir de cette conférence sans une résolution claire par rapport à ce point. L'année qui suit doit être consacrée à la discussion des modalités pratiques de la mise en œuvre de cette deuxième période.

Nous avons un message de responsabilité à transmettre à nos communautés en ce qui concerne le respect des engagements pris. Les engagements pris doivent être respectés

Je finirai ce point en disant que le protocole de Kyoto a pris forme en terre africaine par l'adoption des accords de Marrakech et la République Démocratique du Congo souhaite fermement que l'Afrique lui donne corps, concernant la deuxième période d'engagement, ici à Durban.

Madame la Présidente,

La République Démocratique du Congo comme la plupart des pays africains fait face à des phénomènes négatifs liés aux changements climatiques. L'affectation du fonds vert climat doit donc être accélérée et équilibrée. Les actions pour l'adaptation doivent être autant prises en compte que celles pour l'atténuation.

Madame la Présidente,

La République Démocratique du Congo qui préside la Commission des Forêts d'Afrique Centrale regroupant: le Congo, la République Centrafricaine, le Gabon, la Guinée Equatoriale, le Cameroun, le Tchad, le Burundi, le Rwanda, Sao Tomé et Principe et la République Démocratique du Congo vous livre le message suivant concernant le mécanisme REDD+.

Le Bassin du Congo avec ses 230 millions d'ha, constitue le deuxième plus grand massif forestier tropical qui de surcroît, est à ce jour le mieux préservé du monde.

Nos sous-sols regorgent de matières premières indispensables pour le développement économique de nos pays et du monde entier.

Pour assurer l'intégrité et la pérennité de ces ressources, les pays du Bassin du Congo se sont résolument engagés collectivement pour développer des stratégies d'utilisation durable par la signature d'un plan de convergence sous régional qui conditionne les politiques nationales en matière de gestion forestière. Ainsi, nous détenons 15 millions de forêts de production gérées de manière durable, dont 5 déjà certifiés et près de 40 millions d'ha de forêts ont été dédiés à la conservation stricte.

Le processus continue, notre ambition étant d'atteindre 100% des forêts de production certifiées avec une augmentation significative de la superficie des forêts de conservation d'ici à 2020.

Les pays du Bassin du Congo, conscients de l'importante contribution qu'ils peuvent apporter dans le processus de stabilisation du climat et de leur rôle dans le futur régime climatique, tiennent à réaffirmer ici leur volonté de participer à l'effort mondial de lutte contre les changements climatiques à travers le mécanisme REDD+.

Nous avons fourni de grands efforts que nous sommes tous disposés à poursuivre. Mais pour cela les efforts doivent être réciproques. Arrêtons ces discussions qui trainent en longueur notamment sur les mesures de sauvegarde et sur nos engagements à long terme et passons à l'action. Une action que nous voulons concrète et durable.

Notre population qui vit de la forêt et à travers la forêt aspire au développement. Nous leur proposons un développement sobre en carbone, mais quand cela va-t-il se concrétiser? Pendant combien de temps allons nous leur faire miroiter ce développement qui à ce stade demeure encore pour nous un concept tant que nous n'avons pas tranché et défini l'action ?

Madame la Présidente,

La RDC fait partie des pays les plus actifs et les plus avancés en matière de préparation au processus REDD+. Cette phase de préparation implique une réforme des institutions et une révision de nos stratégies de développement. Nous avons à ce stade amorcé un certain nombre de réformes et d'actions qui sans nul doute participeront au processus REDD+. Que ce soit dans le domaine de la foresterie stricte que dans celui de l'environnement au sens large. Les principes de REDD+ qui prônent la gestion durable et la conservation sont déjà intégrés dans nos législations et nos programmes d'action nationaux.

Mais faute de moyens conséquents, comme je l'ai déjà souligné à Copenhague et repris à Cancun, à l'heure même où je vous livre ce mot des milliers d'arbres

ont été abattus depuis ce matin pour satisfaire les besoins de nos populations largement tributaires de la forêt.

C'est malheureusement une réalité quotidienne que nous aurions pu inverser si les discussions étaient moins longues et l'appui annoncé réellement déployé.

Madame la Présidente,

Mesdames, Messieurs,

Demain vendredi 9 Décembre marquera la fin de la COP17. Notre vœu est que Durban marque la fin des incertitudes et soit le point de départ d'une réelle vision partagée sur tout le processus. Que les aspirations des uns n'effacent pas celles des autres. Nous sommes à l'heure de la responsabilité, de l'équité et de la solidarité. N'hypothéquons donc pas notre avenir.

Je vous remercie.